

La Plaque tournante

Pour un réseau de communication qui permette de sortir des rails tout en restant dans le cadre de l'association Pour le Travail Social Numéro 8 - Septembre 2007

ON SE RETROUVE !!!

Réfléchir sur le sens du travail social, oser s'interroger sur la commande sociale, penser que notre démarche professionnelle a nécessairement une dimension contestataire d'un ordre injuste et excluant, et échanger aussi des coups de main, des renseignements, voire des projets, c'est ce qu'essayent de promouvoir la Plaque Tournante et l'association Pour le Travail Social.

Pour se voir en chair et en os, pour discuter projets et réalisations, une rencontre est prévue le dimanche 23 septembre à 18 heures. Ce numéro de la Plaque Tournante est envoyé à 192 adresses, mais ce jour-là, serons nous 1 ? 10 ? 50 ? Ce sera en tout cas une mesure de la solidité —et même de l'existence— du réseau et de l'association.

Alors rendez-vous le 23 septembre à 18 heures au 7 rue Lesault à Pantin.

Comme on ne sait pas jusqu'à quelle heure ça durera, le plus sympa serait d'amener chacun une bouteille (vin, bière, jus...) et une bricole à manger (quiche, tarte, salade...).

MALI

Rappelons le projet : un voyage de trois semaines, en août 2008, dans le cadre de l'association "Pour le Travail Social". Le Mali est un pays attachant mais pauvre. Il ne s'agit donc pas de tourisme, mais pas non plus d'humanitaire. Il s'agit de rencontres humaines, d'amitié et d'enrichissement mutuel. Une douzaine de personnes se sont dites intéressées pour le moment, mais nous organiserons les choses pour que tous ceux qui le souhaitent puissent venir (même nombreux !), en s'arrangeant pour garder la richesse d'un grand groupe et la nécessité d'être en tout petit nombre pour faciliter chacune des rencontres. La seule condition pour s'inscrire à ce voyage, c'est cette volonté de partir en groupe, pour confronter, réfléchir (et organiser !) ensemble.

Nous essayerons d'alléger le temps de préparation, mais il semble quand même impératif de lancer les choses dès maintenant. Alors pour tous ceux qui sont intéressés, un premier contact est organisé dimanche 23 septembre à 16 heures.

Résumons nous : vous venez dimanche 23 septembre à 16 heures pour ceux qui sont intéressés par le voyage au Mali et à 18 heures pour discuter de l'avenir du réseau et de l'association "Pour le Travail Social" C'est au 7 rue Lesault à Pantin (métro Église de Pantin)

Si vous êtes perdu, appelez 01 48 44 67 26 ou 06 08 76 32 44

EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

Les travailleurs sociaux gardent assez spontanément une grande distance vis à vis de la politique vis à vis de l'immigration menée par l'État. D'autant plus quand elle est portée à une espèce de paroxysme, dans le cadre de la démagogie actuelle qui affiche cyniquement son objectif d'expulser de France 25000 étrangers "en situation irrégulière" par an.

Oui, il fait partie de notre travail d'accueillir, d'aider, d'intégrer, toutes ces personnes en difficulté qui arrivent de tous les bouts de la planète. Et il fait partie de notre travail, donc, de s'opposer aux expulsions, de protéger, de défendre, de protester, de soutenir. Quand des policiers viennent ramasser des enfants et leurs parents à la sortie de l'école—quand ils ne les coursent pas sur les toits avec les conséquences dramatiques que l'on sait— nous sommes bien évidemment du côté des pourchassés. Et nombre de travailleurs sociaux se sont retrouvés spontanément dans les manifestations de Sans papiers, dans les Réseaux Éducation Sans Frontière, le MRAP ou à la Ligue des droits de l'homme.

Il faudrait savoir garder la même distance critique vis à vis de sa politique d'intégration qui n'est que l'autre versant de la politique d'expulsions. Car si l'État a décidé, et depuis longtemps, de "reconduire à la frontière" des dizaines

de milliers d'immigrés, c'est pour envoyer un message à tous ceux qu'il garde. S'il en renvoie une partie, ce n'est pas que l'économie n'en a pas besoin —que seraient l'industrie automobile, la chimie, les travaux publics, et même l'hôtellerie sans le travail, régulier ou clandestin, de millions d'immigrés ?— mais c'est qu'il souhaite maintenir les étrangers "en règle" dans une situation de fragilité, voire de crainte, qui les empêche de revendiquer leur juste place. Pour leur faire accepter des travaux exténuants, dangereux et mal payés, il entretient un climat de peur, d'insécurité, et aussi de division entre les immigrés anciens et les nouveaux arrivés.

Cette politique passe entre autre par un faux respect pour leur culture d'origine, qui consiste surtout à maintenir des "communautés" fermées sur elles même, et attachées à leurs "valeurs communes". C'est bien pratique pour les maintenir aux frontières de l'intégration, et pour se donner la possibilité de les renvoyer "chez eux" à tout moment.

Mais tous les habitants de la planète ont les mêmes droits sur les richesses qu'elle contient et sur celles que produit l'humanité, et le même droit de choisir l'endroit où ils veulent vivre. Les frontières sont des constructions arbitraires, imposées par la force pour séparer et protéger les plus riches. Et elles sont déjà dépassées historiquement.

Construire une véritable communauté humaine avec ceux qui vivent dans la même ville, dans la même région, cela ne peut pas se faire sur la base des ghettos mentaux dans les quels on enferme —consciemment ou inconsciemment— les personnes originaires d'une autre région du monde. Notre culture commune, demain, sera celle que nous élaborerons ensemble, en vivant sur un pied d'égalité. Nos idéaux communs, notre connaissance scientifique et technique future, seront construits en avançant cote à cote et en développant ce qui nous paraît important à tous, sans avoir peur d'éliminer ce qui nous apparaît comme les séquelles rétrogrades d'un passé inégalitaire.

(Tout ça, c'est des grandes phrases, nous verrons peut être bientôt ce que cela peut vouloir dire pour le travail social...)

ON RÉPERCUTE BIEN VOLONTIERS (ça vient de Katia, qui suit les événements en France depuis son ile des Comores...) Salut à tous.

je me permet de vous transférer cette lettre car ici (à Mayotte) nous voyons au quotidien les ravages de la politique sarkozienne. les rafles de la PAF ne font qu'augmenter et pas dans la gentillesse, évidemment. Tous les jours je me demande ce que nous pouvons faire, afin d'éviter que des familles entières ne soient pas renvoyées dans un pays ou la misère est omniprésente. c'est particulièrement difficile de voir, sous mes yeux, la douleur et l'impuissance des uns et la toute puissance des autres..... Il se

passe des choses graves que l'on doit au moins montrer du doigt puisque nos actions sont limitées.

c'est la merde!!!!

LETTRE OUVERTE

Nous apprenons l'interpellation des grévistes de la faim de Lille, Roubaix, Tourcoing au moment où nous nous apprêtions à renouveler aux autorités préfectorales notre offre de médiation pour sortir dignement du conflit engagé depuis le 15 juin.

Nous ne pouvons que condamner ces interpellations, réclamer la mise en liberté des personnes arrêtées et demander l'ouverture d'un réel dialogue prenant en considération les efforts et démarches faites par les sans-papiers grévistes pour correspondre aux critères retenus par les accords Delarue de Lille en 2004 et afficher leur réelle insertion dans la société française et la volonté d'y mener une vie familiale et professionnelle apaisée.

Les efforts de plusieurs années, les souffrances de deux mois de grève de la faim ne peuvent déboucher sur des charters et sur un retour dans un pays d'origine qu'ils ont fui parce que leur vie n'y était plus possible.

Les interpellations policières sans accompagnement sanitaire accroissent les risques graves encourus par les grévistes et nous réclamons leur hospitalisation.. L'embarquement pour des destinations inconnues met dans la plus grande inquiétude les familles et les proches de grévistes dont la vie est organisée en France et uniquement en France. Tout cela constitue un gigantesque gâchis.

Après l'échec des initiatives unilatérales de plusieurs organisations non reconnues par les grévistes, il est nécessaire d'engager de véritables négociations afin que l'action de désespoir des grévistes ne soit pas vain et qu'à la souffrance de la grève ne s'ajoute pas la souffrance du rejet et de l'expulsion.

Aujourd'hui encore, nous sommes prêts, avec d'autres, à jouer un rôle de médiateur comme nos l'avons fait au cours des dix dernières années auprès des préfets Ohrel, Pautrat et Richez, comme nous l'avons fait en juin 2004 aux côtés du Conseiller d'Etat Delarue, missionné par le Ministre de l'Intérieur. Ces accords avaient ouvert une période de trois années de rencontres suivies entre la Préfecture et nos associations et évité de nouvelles grèves de la faim. Ce n'est que le refus préfectoral d'actualiser ces accords, comme nous le préconisions, qui a conduit à l'initiative désespérée de grève de la faim du 15 juin de cette année.

En tant que médiateurs dans les conflits intérieurs, en tant que responsables d'associations humanistes, nous sollicitons de Monsieur le Préfet une rencontre afin de sortir de l'impasse, nous avons aussi le désir — si cela est encore possible — de rencontrer des grévistes hospitalisés et des grévistes interpellés ainsi que les responsables du CSP 59.

La France peut-elle rejeter ceux qui, avec tant de force expriment le désir de vivre dans notre pays ?

Gérard Minet Secrétaire régional de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH)

Jean-Claude Dulieu, Président régional du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples)

"L'Ile aux fleurs"

Je viens de remettre la main sur ce document audiovisuel qui est un vrai bijou, utilisable aussi bien avec un groupe de jeunes ados qu'avec des éducateurs en formation (et aussi avec d'autres publics...). Il présente certains fonctionnements de notre économie de façon volontairement superficielle et humoristique, mais cela peut introduire de nombreux sujets de discussion.

Nous y suivons l'histoire d'une tomate depuis sa production jusqu'à la décharge de "l'ile aux fleurs" où elle sera finalement jetée. Les scènes les plus touchantes, à la fin, se déroulent dans la gigantesque décharge de cette ile, dans laquelle on autorise les familles pauvres, par groupe de dix personnes et par tranches de 5 minutes, à venir fouiller pour récupérer ce qu'elles peuvent dans les ordures.

Ce n'est donc pas un cours d'économie genre "pensée unique" mais un survol évocateur de l'inégalité sur la planète...

Disponible en format DivX ou DVD pour usage personnel évidemment.

Si tu as lu ce N°8 de la Plaque Tournante et que tu veux être inscrit sur la liste de diffusion de cette publication, envoie un mail à pourletravailsocial@orange.fr

Le cas échéant, demande les numéros précédents, dit ce que tu proposes, ce que tu souhaiterais...

La Plaque Tournante est diffusée à une liste d'adresse de travailleurs sociaux soigneusement choisis (!!). Les adresses ne sont pas apparentes pour participer à la lutte contre les Spams. Nous ne comptons pas sur la transmission informelle et aléatoire par les listes de diffusion individuelles, qui amènent chacun à recevoir 5 fois la même chose. D'où l'importance d'être inscrit directement sur la liste des destinataires de la Plaque Tournante.

Rédaction de la Plaque Tournante et donc toute responsabilité assumée :

Marcel Gaillard